



Maitre d'Ouvrage :

Etablissement Public Administratif
Service Central de « La Masse des douanes »
11 rue des deux communes
93558 MONTREUIL
Tel : 01.57.53.48.25



Mandataire du Maitre d'Ouvrage :

SOREC
297 Boulevard de Liège – CS70103
59502 DOUAI Cedex
Tel : 03.27.08.16.36

CITE DOUANIERE

63 rue des Moulins – 62200 BOULOGNE SUR MER



**Travaux de remplacement de la chaudière
2025-R16-01**

Cahier des Clauses Techniques Particulières –

CCTP LOT 01 : DESAMANTAGE

Etudes d'Avant-Projet : PRO



Bureau d'études Mandataire
12 Z.A. Les Alouettes
62223 SAINT-NICOLAS lez ARRAS
Tél. : 03.21.55.24.74
contact@scme.fr



Bureau d'études Thermique
7 rue de Biache
62118 FAMPOUX
Tel : 03.21.24.26.79
accueil@enerconcept.net

Le 22/01/2025

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
PRESCRIPTIONS GENERALES	4
TRAVAUX DE DESAMIANPAGE	9
RECEPTION ET DOE	13

PREAMBULE

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent CCTP a pour objet de décrire les travaux du lot n°1 « Désamiantage » concernant la réhabilitation de chaufferie à la cité douanière au 63 rue des moulins à Boulogne sur Mer.

2. LISTE DES INTERVENANTS

Maître d'Ouvrage :

SOREC
297 Boulevard de Liège
CS 70103
59502 DOUAI Cedex

Maître d'Œuvre :

SCME
12 ZA Les Alouettes – 62223 SAINT NICOLAS LEZ ARRAS
Interlocuteur : Monsieur Stéphane POCHET
☎ : 03.21.55.24.74

Bureau d'étude fluides : EneRconcept
7 rue de Biache – 62 118 FAMPOUX
Interlocuteur : Monsieur Bertrand MILLS
☎ : 03.21.24.26.79.

PRESCRIPTIONS GENERALES**1. PREAMBULE**

Le lot n°1 Désamiantage comprend les équipements et interventions nécessaires aux travaux de désamiantage de la chaudière en sous-sol de la cité douanière au 63 rue des moulins à Boulogne sur Mer.

Dans la suite du document, un certain nombre de travaux est défini comme étant "à charge" de l'Entreprise titulaire du lot. Cela s'entend comme étant financièrement dû par le titulaire du lot. D'une manière générale, tous les équipements, parties d'équipements, matériels cités dans le texte qui suit sont à charge du titulaire du lot, sauf lorsqu'il est précisé qu'ils sont attribués à un autre lot.

2. DOCUMENTS A CONSULTER**a) Pièces écrites**

- * Acte d'Engagement
- * Cahier des Clauses Administratives Particulières
- * Cahier des Clauses Techniques composé :
 - du présent descriptif
 - du DPGF

3. PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE AVEC L'OFFRE

L'entreprise devra remettre les documents suivants :

- * Le certificat de visite préalable
- * Une méthodologie d'intervention
- * Un devis estimatif détaillé justifiant le prix total proposé

Le devis estimatif sera établi conformément au cadre de bordereau joint au dossier, en donnant tous les détails et prix unitaires de chaque article, ou ensemble de travaux.

Il est précisé que les prix unitaires sont des prix complets, fourniture et mise en œuvre hors taxes, avec le montant de celles-ci en fin du devis et le montant toutes taxes comprises.

Ces prix seront utilisés pour l'établissement des situations et les mémoires des travaux, en plus ou en moins, sous forme d'avenants.

Les demandes éventuelles de documentations formulées dans la suite du document "Devis Descriptif devront être jointes au Devis Estimatif Quantitatif remis par l'entreprise.

4. SPECIFICATIONS GENERALES OBLIGATOIRES

Les travaux du projet devront être exécutés conformément aux indications et prescriptions :

- * Des documents techniques et textes officiels de référence
- * Des normes en vigueur
- * Du présent CCTP

5. RELATIONS DE L'ENTREPRENEUR AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

L'Entrepreneur devra se mettre en rapport avec les autres corps d'état pour :

- * Obtenir de leur part tous renseignements utiles à l'exécution de ses travaux
- * Leur transmettre toutes précisions demandées par eux
- * Obtenir éventuellement leurs accords sur les dispositions prises et entraînant des répercussions sur l'exécution de leurs travaux

6. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

0. Visite du site obligatoire

L'entrepreneur est tenu de visiter le site avant de remettre son offre ainsi que les lieux environnants avec la plus grande attention afin de prendre l'exacte mesure des travaux.

Aucun désordre ou dégradation ne saurait être toléré dans les ouvrages voisins, enterrés ou non. Les entrepreneurs mettront tous les moyens nécessaires pour assurer leur protection et pour ne pas les endommager.

Toutes dégradations éventuelles devront être réparées à la charge du présent lot, immédiatement et sans délai, afin de ne pas porter préjudice aux usagers, en accord avec le Maître d'oeuvre.

L'entrepreneur sera tenu de se rendre sur place afin de se rendre compte des moyens d'accès, de la disposition des lieux et des sujétions d'exécution, définies par les pièces générales.

De manière générale, il devra appréhender et inclure dans son offre les difficultés du site.

L'entrepreneur devra également prendre tous les contacts et demander tous les renseignements nécessaires à la détermination de son offre et à l'exécution de ses travaux.

De ce fait, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché.

1. Protections et balisage

L'entrepreneur aura à sa charge la fourniture et mise en place de toutes les protections nécessaires des ouvrages non concernés par ses travaux ou ceux des autres corps d'état à savoir par exemple :

- Bâche,
- Film plastique épais ou polyane,
- Carton, couverture
- Platelage bois ou autres
- Liste non limitative

Il devra également assurer la fourniture et mise en place de protections des utilisateurs et du public y compris celle des autres corps d'état pendant ses interventions à savoir par exemple :

- Balisage des zones de travaux par rubans,
- Signalétiques de type « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire », etc.
- Fermeture sécurisée des zones de travaux afin d'éviter toute intrusion (mise en place de barrière type « HERAS », etc.) si nécessaire,

- Liste non limitative

Etant donné que la nature de l'utilisation du site (Collège), il sera à la charge du présent lot de maintenir le chantier en parfait état de propreté pendant et après travaux, et d'également limiter la propagation du bruit :

- Confinement soignée des zones de travaux afin de supprimer la propagation des poussières,
- Nettoyage journalier de la zone de travail et des accès à celle-ci (balayage, aspiration, lessivage, désinfection,...)
- L'aspiration systématique des poussières lors de gros travaux de démolition.
- L'évacuation journalière des gravats et déchets vers la décharge publique.

En aucun cas les déchets ne seront stockés dans les circulations, ni dans les locaux ou environnements extérieurs du bâtiment.

- Réalisation des prestations bruyantes sur des jours et plages horaires définis avec le collège.
- Liste non limitative.

Si les mesures de protections et d'hygiène semblent insuffisantes, le Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre se réservent le droit de demander à l'entrepreneur des compléments de protection sans que ce dernier ne puisse justifier une demande de prix supplémentaire.

2. Protections individuelles

Les vêtements de protection sont les suivants :

- Combinaison de travail étanche, décontaminable ou jetable, équipée de capuche, fermée au cou, aux chevilles et aux poignets ;
- Casques de sécurité ;
- Bottes de sécurité et surbottes ;
- Gants

3. Protections respiratoires (Suivant analyse du risque)

- masque jetable P3 à usage unique.
- Masque respiratoire autonome TH /TM (masque complet à ventilation assistée) P (aérosol solide ou liquide), classe de filtration 3 (poussière d'amiante) (norme NF EN 146) + préfiltre (norme CE).

Les vêtements jetables seront traités comme les déchets d'amiante conformément à l'article 7 du décret n° 96.98 du 07 Février 1996.

Les éléments décontaminables seront nettoyés dans une installation empêchant toute pollution extérieure.

4. Sas de décontamination du personnel

L'accès entre la zone de travail et l'extérieur se fera à travers un sas jetable en polyane qui comportera 2 compartiments. Chaque compartiment constitue une entité séparée et devra disposer d'une notice de sécurité reprenant la procédure d'entrée et sortie de zone.

Afin de faciliter la circulation et les manutentions, les sols des compartiments doivent être au même niveau.

5. Dépoussiérage et nettoyage

Le dépoussiérage de la zone d'intervention se fera par aspiration à l'aide d'aspirateurs industriels équipés de filtres absolus ainsi que de brosses et embouts divers.

Cette opération concerne l'ensemble des matériaux et matériels compris dans la zone.

Les filtres sont changés autant de fois que nécessaire, à la charge de l'entreprise.

Le sol de la zone de travail sera maintenu constamment propre pour un ramassage régulier des déchets et par nettoyage.

Après désamiantage, toute la zone est entièrement nettoyée à l'eau, séchée à l'aspirateur puis naturellement.

6. Analyse du taux d'empoussièrement de l'air – Point Zéro

Avant le démarrage des travaux, une analyse d'air sera effectuée sur le site même du chantier, la valeur obtenue servira de référence pour le suivi du chantier.

Ce prélèvement sera réalisé conformément au décret N°96-97 (Methodologie Electronique à Transmission Analytique META Norme NF X 43-050).

Les mesures d'autocontrôle sont réalisées sur l'ensemble des paramètres contrôlables liés aux activités de désamiantage. Conformément à l'arrêté du 14 mai 1996, des mesures d'empoussièrement doivent être réalisées par microscopie optique (Norme NF X 43-269) à l'intérieur des sas, du vestiaire et de la zone confinée de manière à pouvoir contrôler les taux d'expositions des intervenants en zone et ainsi choisir les protections collectives et individuelles les plus efficaces en fonction de l'empoussièrement dégagé pour chaque poste de travail.

Ces mesures permettent également de valider l'analyse des risques poste par poste fournie par l'entreprise dans son plan de prévention.

RÉCAPITULATIF DES ANALYSES RÉGLEMENTAIRES ET AUTOCONTRÔLES :

DESIGNATION	FREQUENCE MINIMUM	ANALYSE	SEUIL DE REACTION ENTREPRISE
Dans le local avant travaux	1	MET	25 f d'amiante/l
Dans le sas pendant travaux	2 U/semaine	MOCP	$25 \cdot 10^{-3}$ f/cm ³
Eau des douches ou tunnel de lavage pendant travaux	2 U/semaine	MEST	30 mg/l de matière en suspension totale
Local après repli de chantier	1	MET	Résultat < 5 fibres d'amiante / l

M.O.C.P = Microscope Optique à Contraste de Phase

M.E.S.T. = Matière en Suspension Totale

M.E.T. = Microscope Électronique à Transmission

7. Temps de travail

Il est rappelé que le temps de travail en zone ne doit pas excéder 2 fois 2 heures trente avec une période de repos entre chaque vacation.

L'entrepreneur prendra également en compte les aspects thermiques qui pourraient entraîner des temps de vacation plus courts.

7. **FRAIS D'ETUDE**

Tous les frais qu'entraîne cette dernière prestation ainsi que ceux inhérents à la coordination d'étude et de chantier, incombent à l'entreprise titulaire du présent lot.

8. **CONFORMITE AUX NORMES ET REGLEMENTS**

D'une manière générale, les matériaux, les mises en œuvre, les conditions de réception seront conformes aux Normes et Règlements en vigueur un mois avant le dépôt de la soumission, et en particulier sans que cette liste soit limitative :

- ✓ Prescriptions du guide de prévention de l'INRS « Ed 6091 » de mars 2011.

- ✓ XP X46-021 (juillet 2005) : Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-021)
- ✓ Circulaire conjointe DGS/VS3, DGHUC/QC/1, DPPR/BGTD 98-589 du 25 septembre 1998 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- ✓ Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
- ✓ Circulaire UHC/QC2 n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes
- ✓ GS 7 : Traitement des flocages et calorifugeages fibreux à base d'amiante – Terminologie (Cahiers CSTB 3103 janvier-février 1999)
- ✓ Arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du décret 96-97 du 7 février 1996 modifié

9. DISPONIBILITE ENERGIE ET FLUIDES

Les installations en eau et en électricité seront mises à disposition de l'entrepreneur par le Maître d'Ouvrage. L'entreprise devra en tenir compte dans sa remise d'offre. Toutefois, l'entrepreneur aura à sa charge toutes les adaptations de raccordement de ses appareils ainsi que la remise en état à l'origine après travaux des installations. **Un constat sera établi entre le Maître d'ouvrage, le Maître d'oeuvre et l'entrepreneur avant démarrage et avant réception des travaux.** Leur utilisation devra être toutefois employé dans la limite du raisonnable et l'utilisation de matériel électroportatif est demandé en priorité.

10. INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier devront répondre aux dispositions du code du travail (livre II titre II : hygiène et sécurité des travailleurs), décrets, arrêtés et circulaires ministériels en vigueur.

L'entreprise devra prévoir :

- ✓ Les bennes à gravats (fourniture et gestion) éventuelles
- ✓ L'installation d'un container à déchets étanche et fermant à clef permettant le stockage des déchets amiante avant évacuation.
- ✓ Les frais de clôtures de la base vie et des zones de stockage afin d'isoler les zones chantier. Les clôtures seront de type « HERAS » ou équivalent, de 2,00 m de hauteur minimum, auto stables et indémontables (crochets entre panneaux).

TRAVAUX DE DESAMANTAGE

1. PREPARATION DE TRAVAUX

PRÉALABLEMENT AU DÉMARRAGE DES TRAVAUX, L'ENTREPRISE DEVRA :

- ✓ Établir et transmettre à l'Inspection du Travail, la CRAM et l'OPPBT, le plan de retrait amiante au moins 1 mois avant le début des travaux,

Nota : le plan de retrait sera transmis au plus tard 1 semaine après l'OS de préparation de chantier.

Établir et faire approuver les documents suivants par le Maître d'Oeuvre :

- Le plan d'installation et le balisage du chantier,
- Les plans de confinements indiquant les sas à l'échelle, l'implantation de tous les matériels (groupes déprimogènes, production eau chaude, compresseur...),
- Les fiches techniques de tous les matériels,
- Les fiches sécurité de tous les matériaux,
- La liste du personnel ainsi que leur aptitude médicale au poste de travail,
- La procédure d'entrée et de sortie de zone pour le matériel et le personnel,
- Les procédures d'évacuation des déchets,
- Les procédures de changement de filtres, visant à éviter toute contamination,
- L'attestation du transporteur de conformité aux règles de sécurité en vigueur et à la réglementation routière des « matières dangereuses » ainsi que l'attestation (classe A) du ou des chauffeur(s),
- Le plan prévisionnel d'autocontrôle ainsi que les attestations du laboratoire de l'entreprise.

L'ENTREPRISE AURA À SA CHARGE :

- Installation de chantier propre (bases vies et cabines d'équipement),
- Fourniture et mise en oeuvre des confinements et préparation des zones pour le retrait de l'amiante,
- Dépose et évacuation de l'amiante,
- Dépose et évacuation de la chaudière amiantée
- Dépoussiérage des zones,
- Analyse du taux d'empoussièrement de l'air avant démantèlement (zone test),
- Dépose des confinements,
- Élimination des déchets.

La présente opération concerne uniquement le traitement de la chaudière gaz existante n°1. Cependant, **les entreprises intervenant sur site devront par obligation avoir pris connaissance de l'intégralité du Diagnostic Technique Amiante.**

2. INSTALLATION DE CHANTIER :

Le titulaire du présent lot devra prévoir pour chaque intervention :

- La mise en place de toutes les protections des ouvrages non concernés par les travaux (sols, murs, plafonds, autres) par tous les moyens nécessaires (bâches, films, polyane, planche de contre plaqué, etc....) notamment lors de la phase de démolition, afin de limiter la diffusion de poussières.
- Toutes les protections et balisages nécessaires vis-à-vis des occupants et des intervenants (garde-corps, balisages, signalisations, etc....).
- Les moyens d'évacuation des gravats au fur et à mesure des démolitions (mise en place d'une benne à gravats, etc....). Aucun gravats ne sera stocké dans les circulations.
- Réalisation d'un plan des installations de confinement et d'évacuation des zones et transmission aux organismes concernées ainsi qu'au Maître d'Ouvrage et Maître d'oeuvre.

Le titulaire du présent lot devra remettre le plan de retrait complet aux organismes habilités pour accord 1 mois avant toute intervention sur place. L'entreprise devra présenter au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre les documents justifiant toutes ses démarches administratives (courrier, fax, etc.)

Les déchets contaminés seront stockés (après leur mise en sac dans le sas déchets / matériel) dans un container à déchets étanche fermant à clé, avant leur évacuation pour élimination.

Les éventuels déchets non contaminés devront être stockés dans une benne et évacués régulièrement, à charge du présent lot.

3. ANALYSE DU TAUX D'EMPOUSSIEREMENT DE L'AIR AVANT TRAVAUX :

Une série de mesures d'empoussièrement réglementaire dans la zone de travail sera exécutée par l'entreprise via un organisme dûment agréé avant le démarrage des travaux.

Ces mesures seront réalisées avant et après travaux.

Prestations comprenant tous accessoires et toutes sujétions de mise en oeuvre soignée.

4. FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE DES CONFINEMENTS :

Ces travaux comprennent :

- _ Mise hors tension électrique des équipements se trouvant à proximité immédiate de la zone de travail.
- _ Réalisation des mesures d'empoussièrement.
- _ Le nettoyage avec aspirateur à filtration absolue de tous les équipements se trouvant dans le local,
- _ Le nettoyage avec aspirateur à filtration absolue des murs et des sols de la zone de travail pouvant recevoir une protection polyane.
- _ Le confinement de toutes les ouvertures (polyane , panneaux de bois et mousse polyuréthane si nécessaire)
- _ La mise en oeuvre d'entrée d'air extérieur calibrée (à travers une menuiserie, ou depuis une circulation) en fonction du bilan aéraulique de chaque zone.
- _ La mise en oeuvre d'un sas 3 compartiments, y compris alimentation en eau et évacuation des eaux usées avec filtration.
- _ La mise en oeuvre des groupes déprimogènes (2 unités au minimum) pour assurer un **renouvellement d'air global minimum de 6 volumes d'air par heure**. Ces groupes déprimogènes seront équipés de double filtration absolue et maintenus en fonctionnement 24 heures sur 24 pendant toute la durée du chantier.
- _ La mise en oeuvre des groupes déprimogènes de secours complémentaires avec démarrage automatique en cas de défaut de dépression sous le seuil d'alerte de 10 Pa.
- _ Avant la mise en service des unités déprimogènes, confirmation d'étanchéité par essais fumigènes consignés sur un procès verbal de réception de confinement en présence de la maîtrise d'oeuvre. Dans le cas où les travaux de retrait amiante dépasseraient une semaine, un contrôle fumigène hebdomadaire sera effectué en cours de travaux pour s'assurer du bon confinement et consigné sur le dossier de chantier.
- _ Mise en oeuvre d'un contrôleur de dépression avec impression graphique de la dépression en continu. Alerte par lampe et bip sonore en cas d'atteinte du niveau d'alerte (10 Pa).

Prestations comprenant tous accessoires et toutes sujétions de mise en oeuvre soignée.

5. DESAMANTAGE DE LA CHAUDIERE

a) Principe

L'entreprise titulaire du présent lot ou son sous-traitant aura à charge le désamiantage avant dépose des matériaux amiantés présents dans la chaufferie et de la chaudière. Le titulaire du présent lot, se référera au diagnostic amiante avant travaux et aux informations constructeur pour la chaudière.

Les données constructeur de DE DIETRICH nous indiquent que le modèle CFE 409 de 1988 contient de l'amiante au niveau des joints entre-éléments et joints d'étanchéité au niveau des brides départs / retour et du joint d'étanchéité de la porte.

La neutralisation des réseaux de fioul, électricité et chauffage sera à la charge du lot 02 Chauffage.

La chaufferie se situe en sous-sol



Chaudière concernée par la présence d'amiante

Nota : L'évacuation de la chaudière est à la charge du présent lot.

6. DEPOUSSIÉRAGE DE LA CHAUFFERIE

Après évacuation de l'ensemble des déchets de la zone d'intervention, il sera procédé à un nettoyage fin et un dépoussiérage de la zone et des équipements.

Conformément à l'article 7 du décret N°96-97 du 7 Février 1996, il sera ensuite procédé à une vérification visuelle du nettoyage fin. Le résultat de cette vérification sera consigné dans le dossier de chantier.

Prestations comprenant tous accessoires et toutes sujétions de mise en oeuvre soignée.

Localisation : chaufferie et accès

7. ANALYSE DU TAUX D'EMPOUSSIEREMENT DE L'AIR AVANT DEMANTELEMENT

Après avoir informé le maître d'oeuvre de l'achèvement des travaux, l'entreprise réalisera des analyses d'air en zone conformément à la méthode prescrite dans le décret N°96-97 du 7 Février 1996 (META).

Le tableau ci-dessous, issu des recommandations COFRAC, fixe le nombre de prélèvements à réaliser pour les analyses de 1ère restitution en fonction de la surface de la zone concernée.

Une série de mesures dans la zone de travail sera exécutée à la charge de l'entreprise par un organisme dûment agréé afin de confirmer que le taux de fibres est en dessous du seuil minimum réglementaire après travaux (5 fibres par litre d'air).

Si le résultat n'est pas satisfaisant, l'entreprise aura à sa charge une nouvelle série de nettoyage et d'aspiration ou épuration qui conduira à de nouvelles mesures.

Localisation ; A chaque intervention de désamiantage en chaufferie

8. ELIMINATION DES DECHETS

Tous les déchets amiantés seront évacués en décharge de Classe 1 et 2 suivant matériaux. Les déchets d'amiante seront conditionnés dans des sacs étanches à l'intérieur de la zone de travail où ils seront dépoussiérés et évacués vers l'espace de conditionnement.

Les déchets contenant de l'amiante libre (poussières et fibres) étant considérés comme des matières dangereuses, un emballage supplémentaire, conforme aux prescriptions du « règlement transport des matières dangereuses » (RTMDR) sera nécessaire pour la manutention et le transport (compris étiquetage réglementaire et bordereau de suivi mentionnant la classification de la matière transportée, le nombre de colis, la quantité totale, l'expéditeur et le destinataire, conformément à l'arrêté du 04 Janvier 1985).

L'élimination des déchets, à charge du présent lot, sera réalisée conformément au paragraphe 4 de la circulaire DGS VS3 n° 70 du 15/09/1994, avec fourniture d'un certificat de destruction ou de stockage délivré par l'organisme gestionnaire des installations autorisées au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les déchets seront évacués régulièrement afin d'éviter l'accumulation sur les lieux de travail. Ils seront mis au fur et à mesure dans des containers adaptés ou dans la zone de stockage aménagée par l'entreprise (hermétiques et verrouillés). Sont considérés comme déchets, tous les matériels et matériaux contaminés non réutilisables, les filtres, les gaines démontées, les vêtements jetables, les éléments constitutifs du confinement... et tout ce qui est non réutilisable et contaminé. Toutes les eaux usées (douche, eaux de nettoyage) doivent faire l'objet d'un traitement approprié avant leur rejet en milieu naturel, notamment au moyen d'une filtration (filtre à 5 microns). Les boues résiduelles et les filtres colmatés doivent être conditionnés comme des déchets solides contaminés.

L'entreprise se chargera de toutes les sujétions pour assurer au Maître d'Ouvrage un traitement définitif de l'amiante et fournira tous les justificatifs de transport, prise en charge, traitement des déchets à base d'amiante ou pollués ainsi que les garanties au Maître d'Ouvrage concernant la prise en charge de ces déchets.

L'élimination et le transport des gravois ordinaires ou déchets décontaminés (ossatures, ...) sera réalisée en décharge classique y compris tout frais.

L'entreprise émet un bordereau de suivi des déchets industriels à chaque envoi.

L'ensemble de ces bordereaux et certificats est restitué au Maître d'Ouvrage par courrier recommandé avec AR au fur et à mesure des mises en traitement. Le respect de cette obligation est une condition de la réception de l'opération ainsi que du règlement du solde des travaux.

Prestations comprenant tous accessoires et toutes sujétions de mise en oeuvre soignée.

Localisation ; A chaque intervention de désamiantage en chaufferie

RECEPTION ET DOE

1. DOE

A réception des travaux, l'entrepreneur devra fournir un Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E) complet comprenant :

- Les plans et détails d'exécution,
- Les fiches techniques des ouvrages réalisés,
- Les procès verbaux d'essais et avis CSTB,

2. RECEPTION

La réception des travaux sera conduite dans les conditions définies dans les documents d'ordre administratif, applicables au présent marché.

La garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant cette année de garantie, l'entrepreneur est tenu de remédier en particulier à tout défaut constaté sur les travaux exécutés.

Pour les matériaux et parties d'installation qui auraient fait l'objet de modifications ou de remplacements pendant cette période, le délai de garantie pourra être prolongé.

3. OBJECTIF DE RESULTAT

L'entreprise a obligation de résultat pour une restitution des bâtiments dans les conditions prévues à l'article 10 de l'arrêté du 14 mai 1996 et article 7 du décret 96-97 du 07 février 1996.

Une analyse libératoire sera réalisée dans chaque zone d'intervention, sous forme de prélèvement d'air pour comptage des fibres par méthode MET (selon norme NFX 43-050), réalisé par un laboratoire agréé et suivant la nouvelle réglementation effective à partir du 01 juillet 2015.

Dans le cas où cet objectif ne serait pas atteint, les travaux de nettoyage fins, associés à un traitement d'air approprié devront être reconduits, après accord du maître d'oeuvre sur la méthodologie, jusqu'à obtention du seuil contractuel.

Les travaux et analyses associés seront à la charge de l'entreprise.